

International Review of Community Development

Revue internationale d'action communautaire



Résumés

Numéro 9 (49), printemps 1983

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034735ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034735ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

(1983). Résumés. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (9), 225–235.
<https://doi.org/10.7202/1034735ar>

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 1983

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Résumés

Et si la formation continue offrait l'occasion d'une (re)négociation sociale ?

(C. Josso)

Travailler la demande de formation paraît aussi nécessaire que difficile. À partir d'une recherche suisse, C. Josso explore : 1) les acteurs individuels et collectifs de la demande ; 2) 6 types de demandes et 3) le jeu de cache-cache entre elles. En finale, elle avance un processus de négociation socio-éducative qui articulerait trois axes de travail : un axe de réflexion des acteurs individuels sur la trajectoire qui les amène à telle formation ; un axe de réflexion des acteurs collectifs de la profession sur elle-même et ses rapports à la formation ; et enfin, plus inédit selon elle, un axe de réflexion entre les acteurs collectifs d'un même champ professionnel.

De la nécessité d'appréhender le développement technologique

(G. Peters et S. Noël)

Si l'informatique provoque aujourd'hui une série de phantasmes qui vont du catastrophique à l'expérience de reconversion professionnelle pour le public des classes moyennes, ces phantasmes sont propices à l'organisation d'un marché de la formation où une multitude d'organismes privés pratiquent des prix élevés et des formations limitées au seul apprentissage d'un savoir-faire.

Interpellées par ce nouveau marché, les organisations d'éducation permanente se doivent de trouver une réponse alternative centrée sur une démystification de l'outil informatique et sur le sens à donner à une informatisation de la société.

Après l'évaluation d'une première expérience marquée par un succès certain, les promoteurs du projet réaffirment leur volonté de développer une action avec le mouvement syndical en vue d'accroître la capacité de celui-ci à évaluer l'impact et les formes que prend l'implantation de l'informatique dans les entreprises.

Un nouvel acteur : le formateur d'adultes

(Rodolphe Gagnon)

Partant du fait qu'il est difficile de cerner cette catégorie de « professionnels », l'auteur fait le point sur les recherches et expériences en éducation permanente concernant la formation d'adultes. Puis, mettant en évidence la crise structurelle des sociétés industrielles contemporaines, il présente quelques balises susceptibles de border la formation future de cet intervenant social ainsi que son devenir professionnel. En conclusion, il dégage deux pistes pour le développement des interventions et des recherches sur la formation et le perfectionnement de cet acteur en éducation des adultes.

Le dispositif 16/18 ans

(Marcel Rigout)

M. Marcel Rigout, ministre de la Formation professionnelle

en France, dans cet entretien, rappelle les grands objectifs de son ministère et présente les dispositifs mis en place, en France, pour l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 18 ans. Il s'agit d'un processus nouveau de formation de jeunes adultes qui, s'il ne garantit pas un emploi au bout de la ligne, ne constitue pas moins une voie d'éducation permanente, certes tâtonnante mais largement prometteuse.

Formation permanente et politique sociale pour les personnes âgées

(J.P. Deremble, B. Veyssset)

À partir des pratiques de l'Université Inter-Âges de Paris XII, les auteurs situent la problématique des actions de formation dans le cadre à la fois d'une politique sociale de la vieillesse et à la fois d'une politique de recherche sur cet âge de la vie. Avec cette double référence, sont analysés 1) les stages ; 2) les motivations de la formation et 3) la pédagogie.

Des femmes en formation à la formation des femmes

(Rosiska Darcy De Oliveira et Martine GrandJean)

Produisant une brève analyse sur la crise d'identité découlant du conflit des rôles imposés aux femmes par les sociétés industrielles, cet article situe le mouvement des femmes comme un lieu privilégié pour un travail multiforme de recherche, de questionnement et de reconstruction de leur identité psycho-sociale. Il y a là, au cœur de ce mouvement, une démarche de formation et d'éducation ramifiée en réseaux semi-institutionnalisés qui couvrent dans leur ensemble les préoccupations des femmes.

L'article mentionne au passage, pour la ville de Genève, ces lieux « espaces-femmes » et relève leurs caractéristiques communes tant au point de vue de leurs buts, de leur fonctionnement que de la démarche de formation envisagée.

Formation pour les chômeurs

(nouveau souffle de l'éducation permanente)

(C. Mougenot, C. de Pierpont)

Au moment où la crise économique s'approfondit, des centres de formation pour chômeurs axés sur la remise à niveau des connaissances font leur apparition. Après une présentation de ces centres, des hypothèses de travail permettent d'interroger et d'en comprendre le projet pédagogique en fonction des objectifs du public, du statut qu'y occupent les formateurs et des contraintes institutionnelles qui constituent l'environnement de ceux-ci.

Si l'action des centres de formation pour chômeurs apparaît comme un créneau en pleine phase de constitution, ils oscillent entre trois modèles d'action et d'organisation qui renvoient soit au travail social, soit à l'enseignement, soit à la lutte sociale. Cette oscillation tient compte tant des modèles théoriques auxquels se réfèrent les agents porteurs du projet que des organisations qui les encadrent.

Pour les professionnels des carrières sociales, l'attrait de l'université est-il légitime ?

(Pierre Dominicé)

À partir de biographies éducatives, l'auteur explore le processus de formation des professionnels des carrières sociales s'inscrivant à l'université : achèvement ou prolongement de leur cursus scolaire ; conséquences de l'origine sociale ; poids du diplôme dans le choix ; études universitaires et temps de maturation ; place de l'université dans la recherche d'identité féminine ; cette inscription est-elle un piège ?

600 000 agents, 36 000 communes 1 centre de formation

(Pierre Puijalon)

Cet article touche une catégorie très mal connue, en France même : le personnel communal. L'auteur mentionne une difficulté majeure, celle de rendre compte d'une formation permanente qui s'adresse à des agents diversifiés en proie au problème de leur atomisation professionnelle.

Situant ces divers acteurs en regard de l'idée même de formation permanente, il prend un exemple particulier, la préparation aux concours administratifs et fixe quelques orientations pour l'avenir, tout en se gardant d'être catégorique devant ce domaine mouvant et vaste ouvert par les nouvelles lois sur les collectivités locales en France.

La formation continue, mission fondamentale ou mission marginalisée des universités

(Jean-Pierre Korolitski, Marc de Montalembert)

1983 verra en France une profonde transformation législative qui concernera entre autres la formation continue universitaire. Les auteurs localisent quatre grands champs de l'intervention universitaire en éducation permanente et présentent un noeud de contradictions qui déterminent le travail dans ces champs. En troisième partie, ils indiquent des pistes d'action.

Les pratiques de formation en entreprise au Québec

(Pierre Paquet)

Au point de départ, l'auteur cherche à fournir des éléments de réponse à des questions touchant l'accès à la formation, les caractéristiques des activités de formation et le degré de contrôle exercé par les partenaires en présence sur ces activités. Ces questions sont interreliées et permettent, selon l'auteur, de saisir les enjeux de la formation en entreprise.

Postulant l'existence d'un marché du travail segmenté, stratifié, l'auteur émet deux hypothèses ; la première : les travailleurs bénéficieront d'un accès différencié à la formation en fonction de leurs propres caractéristiques et en fonction de celles des milieux de travail où ils s'insèrent ; la seconde : au Québec, les pratiques de formation en entreprise sont le fait d'une proportion relative-

ment restreinte d'entreprises et les travailleurs susceptibles d'en bénéficier représentent une faible proportion de la main-d'oeuvre.

Enquête chiffrée à l'appui, l'auteur aboutit entre autres à la conclusion que les activités en formation sont axées sur les besoins immédiats de l'entreprise et négligent, compte tenu de la conjoncture, d'autres besoins de qualification des travailleurs.

« Nouvelles entreprises » : problèmes d'identification et d'évaluation

(François Mornet)

L'auteur propose et utilise une nouvelle typologie — nature de l'entreprise, modèle de fonctionnement, rentabilité, outil d'action sociale — pour identifier les « nouvelles entreprises » bâties par les « éducateurs-entrepreneurs » pour tenter de construire des alternatives aux marchés en crise, tant du travail, de la formation que de la marginalité et de l'assistance.

La formation professionnelle et l'éducation des adultes dans l'optique syndicale en Suisse

(Vasco Pedrina)

Les mutations socio-économiques actuelles obligent les syndicats à se mobiliser sur les problèmes de formation. Mobilisation importante qui doit porter sur la formation professionnelle autant des jeunes que des adultes et sur la formation syndicale elle-même.

Apprendre dans l'interactivité avec la TV bidirectionnelle

(Michel Pichette)

À partir des résultats d'une recherche-expérimentation sur l'utilisation de la télévision à des fins d'éducation populaire, l'auteur présente certaines conditions d'utilisation optima — entre autres oublier la télévision conventionnelle — et un modèle général d'intervention.

Dix ans de concertation régionale au Québec : le cas de l'Estrie

(Christiane Sirois)

L'abondance et la qualité des services sociaux placent l'Estrie dans une situation privilégiée par rapport à d'autres régions du Québec. Retraçant l'histoire d'un effort de concertation entre les établissements scolaires de la région et plus particulièrement de leurs services d'éducation des adultes, cet article tente de saisir les multiples aspects de cette expérience.

Christiane Sirois se garde de toute généralisation à partir d'un projet unique et localisé comme *fer de lance* mais elle ne se limite pas pour autant à une simple description des faits, elle convie à une réflexion touchant la raison d'être de la concertation, ses acteurs, ses modèles, ses conditions clés et son avenir.

Personnages, courants, mouvances

(Équipe d'intervention sociologique — S.E.C.J.)

Situant d'emblée le mouvement d'éducation permanente par rapport à deux contradictions qui le transversalisent — la crise régionale et la nature des luttes autour de l'E.P. — les auteurs resituent d'abord le mouvement législatif qui, en Belgique francophone, a institutionnalisé l'éducation permanente. Libération du temps et démocratie culturelle donnent un sens au mouvement d'E.P. qui trouve son unité à travers la mise en place d'institutions politiques nouvelles — la Communauté française — à la suite de la réforme de l'État belge (1980).

Cherchant à identifier les personnages qui ont donné un sens à l'E.P., animés par la passion de l'égalité, le passage en revue des composantes des deux courants — administratif et associatif — permet de situer la direction du mouvement en repérant les ambiguïtés et les blocages (cloisonnement, pluralisme institutionnel, faible niveau d'opposition).

Enfin, il s'agit de cerner les initiatives ou expérimentations qui, de près ou de loin, se situent dans la mouvance de l'E.P.

Celles-ci émergent tant de l'Éducation nationale que de projets tels que « l'université de la première chance » reconvertie à la remise à niveau de chômeurs ou au mouvement de création de coopératives porteurs d'une volonté de restaurer des pratiques associatives et démocratiques.

La formation professionnelle à l'O.N.Em. : une histoire lente ?

(xxx) Belgique

Si, au départ, la formation professionnelle est déterminée par une logique extrêmement adaptée à la logique de l'entreprise, progressivement avec la mise sur pied d'actions spécifiques pour les femmes, pour les jeunes, avec le développement des licenciements collectifs, le système mis en place par l'O.N.Em. a été amené à intégrer des problèmes sociaux et à accepter la participation des organisations de travailleurs quant à la conception et à la gestion des programmes de formation-reconversion.

Ces programmes posent des problèmes tant au point de vue de leur conception qu'à celui de leur financement en fonction du dysfonctionnement qui caractérise la multiplication des niveaux de division politique.

Qu'est-ce qui peut changer en éducation permanente ? (Marcel Deprez)

Partant d'une réflexion sur ce qui a pu modifier les processus d'apprentissage dans une société de plus en plus technicienne, resituant les exigences de planification et de participation, l'auteur souligne l'importance d'une démarche qui place la primauté du civisme et l'exploration des milieux comme producteurs d'effets sur les situations inégalitaires créées par l'éducation. Se référant à ce système d'éducation intégrée, il resitue la portée de l'éducation continuée des adultes en cherchant à dresser l'inventaire des pratiques existantes et des objectifs déclarés.

À n'en pas douter, c'est de l'esprit et du contenu de l'éducation générale d'aujourd'hui que dépendent les chances de l'éducation permanente de demain. Cette affirmation permet la remise en cause de tout monopole sur la fonction éducative. Cela ne va pas sans la mise en cause — plus radicale — d'un dirigisme d'autant plus insupportable qu'il peut apparaître comme trop ambitieux.

Vers une refonte de la loi sur la formation continue (Noël Terrot)

Émanant d'une volonté commune de concertation pour une refonte de la loi de 1971 et un élargissement du droit à la formation continue, les points de vue émis dans ce texte prennent appui sur les institutions et les expériences existantes dans le but explicite de dessiner une cohérence nouvelle et une meilleure coordination de la politique de la formation professionnelle en France.

Après avoir rappelé brièvement les enjeux et défis multiples auxquels la société française contemporaine, à sa troisième phase de révolution scientifique et technique est confrontée, l'auteur avance en regard de l'émergence de nouveaux besoins de qualification, quelques objectifs susceptibles de fournir des pistes pour une refonte de la loi de 1971.

À travers deux grands axes représentés par l'amélioration des pratiques des négociations actuelles et une redéfinition des mécanismes du congé de formation, il voit là un moyen d'obtenir une mise à jour et une réarticulation de la formation continue.

Connaître le passé pour inventer l'avenir : l'éducation des adultes au Québec Mise en perspective historique

(Michèle Jean)

L'auteur brosse une perspective historique de l'éducation des adultes au Québec en 4 tableaux : 1850-1900 : des expériences spontanées dans un Québec qui bouge ; 1900-1950 : une organisation plus systématique à la faveur des guerres et de la crise ; 1950-1980 : institutionnalisation ; 1980-1982 : un avenir compromis.

Quand les « establishments » s'en mêlent (Evelyn Tardy)

L'auteur analyse les réactions « officielles » des différents groupes et organisations du Québec au rapport produit par la Commission d'étude sur la formation des adultes (C.E.F.A. — 1982). Les groupes d'utilisateurs en général ont accueilli favorablement le rapport, au contraire des porte-parole des différents « establishments » : patronat mais aussi institutions scolaires, syndicales et gouvernementales. Quel que soit le blocage qui en résulte, le rapport est public et peut fournir un puissant instrument de réflexion et d'action pour les groupes d'utilisateurs.

L'éducation des adultes en Suisse : pluralisme associatif ou à la recherche d'une politique coopérative ?

(Armand Claude)

Après avoir présenté « l'image colorée et disparate » de l'éducation des adultes en Suisse, l'auteur rappelle quelques problèmes majeurs : concurrence, éparpillement, cloisonnement social, absence de force politique et professionnelle. Son ancrage social réel devrait être complété par une politique coopérative et prospective. Enfin il présente des pistes d'action : renforcer concrètement les possibilités d'éducation extra-scolaire ; élaborer une législation permettant un apprentissage continu ; améliorer la qualité professionnelle des formateurs ; développer la recherche.

L'Université populaire jurassienne comme « analyseur » de l'éducation en Suisse

(Jean-Marie Moeckli)

À partir des rapports entre une pratique — l'Université populaire jurassienne — et ses paysages « éducation des adultes » et Confédération, l'auteur analyse de façon très réaliste les problè-

mes d'autonomie, de financement et de professionnalisation/bénévolat.

Le grand bazar de l'éducation permanente — questions pour un débat

(B. Francq, F. Goffinet)

À partir d'une évaluation du débat organisé lors de la production d'un numéro de la revue consacré à l'éducation populaire, il s'agit de rompre avec une approche crozérienne qui situerait les effets du mouvement d'éducation permanente comme effets pervers. Dès lors s'ouvre un nouveau champ de questionnement qui, de la réduction du temps de travail à l'impact des nouvelles technologies — tant industrielles que psychologiques — cherchent à resituer ce qui fait défaut au mouvement : une ignorance quant au rôle de plus en plus social de l'éducation permanente que certains voudraient lui voir jouer. Ce rôle social s'intègre parfaitement au discours que les fractions les plus « prospectives » de la bourgeoisie tiennent à propos d'une équation qui associe moins d'État et plus de responsabilisation des communautés locales, l'éducation permanente saura-t-elle trouver une réponse à ce qui constitue l'enjeu principal de nos sociétés : leur devenir démocratique ?

Summaries

Can continuing education contribute to social change?

(C. Josso)

To clarify the reasons behind a request for continuing education is probably as necessary as it is difficult. In reference to a research project undertaken in Switzerland, C. Josso looks at the following aspects: (1) the individual and collective actors involved in such a request, (2) six types of requests, (3) the different ways that these requests are expressed or concealed. The last part of her article suggests a socio-educational process of negotiation around three main themes: (1) factors which influence individuals to seek continuing education services, (2) factors influencing educators and their relationship to the educational process, and (3) factors influencing the collective actors of a given area of education.

The importance of familiarization with new technological developments

(G. Peters and S. Noël)

Computers are often associated with all kinds of fantasies which range from the specter of catastrophe to the hope for professional advancement. These more or less conscious associations can constitute an important point of departure for an original educational process in contrast to the prevailing situation in which private training institutes simply provide expensive courses which only deal with the purely technical aspects of computers.

In response to this situation, continuing education institutions should attempt to provide an alternative which emphasizes the necessity to demystify computers and to reflect on their social significance.

In the light of their experience, which has so far proved extremely positive, the authors indicate their interest in continuing their work with the union movement. The objective is to provide means by which unions can better evaluate the consequences of computer related technological change in the workplace.

A new social actor: the adult educator

(Rodolphe Gagnon)

While admitting that it is difficult to precisely define this "profession", the author reviews recent research literature and experimental projects in the field of continuing education. He then goes on to analyse the structural crisis of contemporary industrial societies with a view towards presenting some guidelines for future training and for the development of the profession. He concludes by suggesting two areas which merit particular attention when considering ways to improve the training of adult educators.

The 16 - 18 age group

(Marcel Rigout)

M. Marcel Rigout, Manpower Training Minister in the

French government explains the main objectives of his department in this interview. More particularly, he mentions what is being done to encourage the social and occupational integration of young people between the ages of 16 and 18. This new programme of young adult education does not guarantee a job but can nevertheless be considered as an extremely interesting, if still largely experimental, project of continuing education.

Continuing education and social policy for the elderly

(J.P. Deremble, B. Veysset)

In the light of recent work at the Inter-Age Group University affiliated with the Université de Paris XII, the authors analyse the continuing education programme within the double context of social policy for the elderly and research priorities concerning this age group. The following aspects are examined: (1) the active training situations, (2) the educational motivations, and (3) the educational methods.

Women's education for changing women

(Rosika Darcy De Oliviera
and Martine Grandjean)

A brief analysis of the identity crises engendered by new role conflicts imposed on women in industrial society leads the authors to see the women's movement as a means through which women can undertake a particularly rich and varied process of research, self-questioning and reconstruction of their social and psychological identities. This movement contains within it semi-institutional possibilities for education relevant to the particular concerns of women.

This article describes some of the possibilities that women in Geneva, Switzerland have created and discusses the goals, methods and types of education that characterize them.

Training for the unemployed: new perspectives for continuing education

(C. Mongenot and C. de Pierpont)

In the context of the present economic crisis, new training centers are being set up for the unemployed. After a brief description of these centers, the authors suggest some hypotheses which can be useful for a better understanding of their educational objectives. The expectations of the clientele, the role of the educators and the institutional constraints involved are considered in some detail.

While these training centers for the unemployed can be seen as a response to a new market for continuing education, the authors argue that this response is also influenced by three different approaches to action and organization: (1) social work, (2) teaching, (3) socio-political action. The interplay between these approaches is conditioned both by the theoretical models of the main actors involved and the institutional environment.

Is university education a legitimate aspiration for those involved in the "social professions"?

(Pierre Dominicé)

On the basis of his analysis of educational biographies, the author looks at the training process of professionals involved in the social sector who seek university education. Is this a final step in a coherent process or the opening of new horizons? What are the consequences of the social origins of the candidates? What influence does the possibility of obtaining a diploma have? How does university education relate to a greater maturity? What is the role of the university in the process of defining new identities for women? Is university education a pitfall?

600 000 employees, 36 000 municipalities, 1 training center

(Pierre Puijalon)

This article describes the situation of municipal employees in France in relation to educational training possibilities. The author emphasizes the difficulty involved in providing educational possibilities for such a diversified group, especially in a context characterized by ever-increasing specialization.

After analyzing the various responses of these employees concerning continuing education, the author chooses to focus on one example: the process of preparation for professional advancement examinations. He offers some suggestions for improvement but at the same time calls for much more attention to be paid to this area which has been profoundly affected by recent legislation concerning administrative and political decentralization in France.

Continuing education: an essential or marginal concern for universities?

(Jean-Pierre Korolitski,
Marc de Montalambert)

A vast legislative reform concerning continuing education is underway in France. The authors identify four main areas of action of universities in this sector and analyse the contradictions which characterize each of these areas. They conclude with some suggestions for possible action.

Characteristics of occupational training programmes in Quebec enterprises

(Pierre Paquet)

The author begins by a discussion of a certain number of questions related to (1) access to occupational training programmes, (2) their main characteristics, and (3) the degree of control over these programmes by the various participants. These three aspects are, of course, related and provide a better understanding of the stakes involved in this type of educational activity.

Given the segmented and stratified nature of the labour market, the author suggests two hypotheses: (1) access to these programmes depends on the characteristics of the employees involved and on the nature of their work environment; (2) in Quebec, these programmes are offered by relatively few firms and the employees that are most likely to benefit from them represent only a small fraction of the labour force.

On the basis of his empirical research, the author concludes that occupational training programmes are most often designed to respond to the short-term needs of the company and tend to neglect other areas of education which are particularly important for employees, given the present economic situation.

“New Enterprizes”:

Identification and evaluation problems

(François Mornet)

The author suggests a new typology for classifying different types of “new enterprizes” set up by “educator-entrepreneurs” with the goal of providing alternatives to the present situation. This typology uses four variables: (1) nature of the enterprize, (2) model of operations, (3) profitability, (4) capacity for stimulating social action. Problems involving the educational process are discussed.

Professional training and adult educational seen from a union perspective in Switzerland

(Vasco Pedrina)

The socio-economic changes underway in today’s society have forced workers’ unions to deal with the question of occupational retraining. This question is crucial for both young and mature workers and invites reflexion on union education as well.

Using two-way television for grass-roots education

(Michel Pichette)

On the basis of his work with television in a grass-roots education project, the author suggests how this medium can best be used. Amongst other suggestions: forget traditional television. He also describes general guidelines for action.

Ten years of consultation and cooperation on the regional level: the example of the Eastern Townships

(Christiane Sirois)

In terms of the quantity and quality of social services, the Eastern Townships constitute an advantaged region in Quebec. This article discusses the most striking characteristics of a process of consultation and cooperation undertaken by the adult education departments of the various schools in the region over the last ten years.

Although the author is careful not to generalize on the basis of this experience, she does go beyond a simple description of what has been done and attempts to provide a basis for further reflexion. In particular, she looks at the actors involved, their operating procedures, key conditions which favour success and possibilities for the future.

Continuing education in francophone Belgium at the cross-roads

(Sociological task force — S.E.C.J.)

This article situates the continuing education sector in relation to the two main contradictions it is presently facing: the regional crisis and the struggles concerning continuing education. The authors begin with a description of the legislation in francophone Belgium which institutionalized the continuing education sector. The increase in time spent outside the workplace and measures favouring cultural democracy have profoundly affected the development of continuing education. This situation is reflected in the new political institutions created for the francophone community in the wake of constitutional reform in 1980.

This article describes the persons involved in these reforms, the architects of the new policy for continuing education, and their commitment to social equality. It goes on to identify the two main approaches: one more administrative; the other based more on cooperation between groups and associations. Finally, the authors seek to identify the ambiguities and stumbling blocks inherent in the present situation (compartmentalization, institutional pluralism, weak opposition, etc...).

In the last part of the article, various experimental initiatives and pilot projects in the continuing education sector are described.

Occupational training at O.N.Em.: slow progress

(xxx) Belgique

At the outset, occupational retraining programmes were mainly oriented towards fulfilling the needs of employers but with the development of programmes specifically meant for women and young workers, and in a context of massive lay-offs, O.N.Em. was forced to take into consideration the existence of pressing social problems and to accept that workers’ organizations participate in the planning and administration of occupational retraining programmes.

These programmes are plagued by problems of orientation and financing due in large part to the multiple levels of political conflict.

Towards effective change in the continuing education sector

(Marcel Deprez)

On the basis of his analysis of changes in the learning process within technological society, the author discusses the role of planning and participation and emphasizes the importance of social responsibility and detailed knowledge of the educational environ-

ment if positive results are to be obtained in the struggle against inequalities created by the educational system. With reference to this system of integrated education, the author looks at a variety of continuing education activities and describes their objectives and methods.

Without a doubt, it is both the spirit and the content of our educational efforts today that will shape the possibilities for continuing education tomorrow. This statement implies a serious critique of all attempts to monopolize educational activity. In particular, authoritarian, centralized reform would appear all the less tolerable that its ambitions are not likely to be realized.

Reforming continuing education legislation

(Noël Terrot)

The points of view expressed in this article are based on the common desire to contribute to the reform of the existing legislation in the matter of continuing education with a view towards facilitating access to continuing education services. The article examines the present institutions and practices and attempts to identify possibilities for a more coherent and better organized programme of occupational training in France.

A brief overview of the main challenges facing French society as it enters the third phase of the scientific and technological revolution is presented. The author then goes on to identify the new needs with which legislation must deal and suggests some directions for action in this area.

In particular, he gives special attention to the improvement of negotiation practices and suggests a redefinition of educational leave programmes.

Knowing the past with a view to inventing the future:

Adult Education in Quebec.

An historical overview.

(Michèle Jean)

The author outlines an historical perspective on adult education in Quebec composed of four distinct phases. 1850-1900: spontaneous experimentation in a changing society; 1900-1950: more systematic organization as a result of wars and economic crisis; 1950-1980: institutionalization; 1980-1982: a jeopardized future.

When the "establishments" decide to take things in hand...

(Evelyne Tardy)

The author analyses the official reactions of various groups and organizations in Quebec to the report published by the Task Force on Adult Education (1982). While adult student groups generally reacted favourably, the spokespersons for the different "establishments" in this sector (representatives of private enterprise as well as schools, unions and government) took a more

critical view. Although the fate of this report is uncertain, it is now in the hands of the public and may prove to be a powerful stimulus for reflexion and action on the part of adult students.

Adult education in Switzerland

(Armand Claude)

After painting a coloured and varied picture of adult education in Switzerland, the author points out some of the major problems: dispersion of efforts, compartmentalization, political and professional weaknesses. The social reality of adult education must be complemented by a well-defined strategy of cooperation. The author makes some suggestions in this direction: (1) provide concrete measures in favour of educational activities outside the regular school system, (2) more appropriate continuing education legislation, (3) improvements in the professional training of educators, and (4) more research.

The people's university in the Jura: a case study of education in Switzerland

(Jean-Marie Moeckli)

The author analyzes the relationship between education practices — in this case, at the People's University in the Jura — and the environment, as it is affected both by the particular situation in adult education and in the social reality of this part of the Swiss confederation. He discusses problems such as institutional autonomy, financing and the relationship between professionals and volunteer help.

The fantastic circus of continuing education: some questions for discussion

(B. Francq and F. Goffinet)

On the basis of their evaluation of a debate which was organized to stimulate reflexion on one of the issues of this Review concerning grass-roots education, the authors suggest it is time to finish once and for all with a Crozier-type approach which sees the effects of the movement towards continuing education as essentially perverse. On this condition, it becomes possible to open up a whole new line of investigation which, in a context of reduced working hours and new technologies (both industrial and psychological) can provide what is missing for this movement. What is the significance of the growing emphasis on the social aspects of continuing education? The authors suggest that this can only be understood in relation to the ideology of the more experimental fractions of the bourgeoisie and their attempt to reduce the power of the State while at the same time increasing the responsibilities of local authorities. Will continuing education be able to furnish a response to one of the most important issues facing today's society: the possibilities for the development of democracy?

Resúmenes

¿Y si la formación continua ofreciera la ocasión de una renegociación social?

(Christine Josso)

Trabajar la demanda de formación parece tan necesario como difícil. A partir de una investigación suiza, el autor explora sucesivamente los actores individuales y colectivos de la demanda, seis tipos de demandas, y el juego entre ellas. Como final, ella avanza un proceso de negociación socio-educativo que articularía tres ejes de trabajo : un eje de reflexión de los actores individuales sobre la trayectoria que los lleva a buscar tal formación, un eje de reflexión de los actores colectivos de la profesión sobre ella misma y sus relaciones a la formación, y finalmente, el más inédito según la autora, un eje de reflexión entre los actores colectivos de un mismo campo profesional.

Sobre la necesidad de enfrentar el desarrollo tecnológico

(G. Peters y S. Noël)

Si la informática provoca hoy en día fantasmas en el público de las clases medias, fantasmas que van desde lo catastrófico hasta la experiencia de la reconversión profesional, ellos son propicios a la organización de un mercado de la formación, en el que una multitud de organismos privados ofrecen a precio elevado formaciones limitadas al aprendizaje de técnicas.

Confrontadas por este nuevo mercado, las organizaciones de educación permanente se deben de encontrar una respuesta alternativa, centrada sobre una desmistificación del instrumento informático y sobre el sentido a imprimir a la informatización de la sociedad.

Basados en la evaluación de una primera experiencia de éxito cierto, los promotores del proyecto reafirman su voluntad de desarrollar conjuntamente con el movimiento sindical una acción que buscaría el aumentar la capacidad de éste de evaluar el impacto y las formas que toma la implantación de la informática en las empresas.

Un nuevo actor : el formador de adultos

(Rodolphe Gagnon)

Partiendo del hecho de la dificultad de definir esta categoría de « profesionales », el autor analiza las investigaciones y las experiencias en educación permanente que conciernen la formación de adultos. Luego, a partir de la demostración de la crisis estructural de las sociedades industriales contemporáneas, él presenta algunas orientaciones que pueden encauzar la formación futura de este actor social, así como su devenir profesional. Como conclusión, él muestra dos pistas para el desarrollo de las intervenciones y las investigaciones sobre la formación y el perfeccionamiento de este actor de la educación de adultos.

El dispositivo 16/18 años

(Marcel Rigout)

Marcel Rigout, ministro de la formación profesional en Francia, recuerda en esta entrevista los grandes objetivos de su ministerio y presenta los dispositivos creados para la inserción social y profesional de los jóvenes de 16 a 18 años. Este es un nuevo proceso de formación de jóvenes adultos que, si bien no garantiza un empleo como resultado, no es menos una vía de educación permanente, vacilante pero portadora de posibilidades.

Formación permanente y política social para las personas de edad

(J.P. Deremble, B. Veysset)

A partir de las prácticas de la Universidad Inter-Edades de París XII, los autores sitúan la problemática de las acciones de formación en el cuadro a la vez de una política social de la vejez y de una política de investigación sobre esta edad de la vida. Con esta doble referencia se analizan las prácticas de formación, las motivaciones de la formación, y la pedagogía.

De mujeres en formación a la formación de mujeres

(Rosiska Darcy de Oliveira y Martine GrandJean)

A partir de un breve análisis sobre la crisis de identidad, consecuencia del conflicto de roles que las sociedades industriales imponen a las mujeres, el artículo sitúa el movimiento de las mujeres como un lugar privilegiado para un trabajo multiforme de investigación, de cuestionamiento y de reconstrucción de su identidad psicosocial. El movimiento encierra en su centro mismo un proceso de formación y de educación, ramificado en redes semi-institucionalizadas que recubren, en su conjunto, la totalidad de las preocupaciones de las mujeres.

El artículo menciona, de paso, estos lugares « espacio para mujeres » en la ciudad de Ginebra, y muestra sus características comunes tanto desde el punto de vista de sus metas y de su funcionamiento, como del proceso de formación que desarrollan.

La formación para los cesantes, un nuevo aliento de la educación permanente

(C. Mougenot, C. de Pierpont)

El momento en el que la crisis económica se hace más profunda marca la aparición de centros de formación para los cesantes, centrado en la revisión del nivel de conocimientos. Después de una presentación de estos centros, diferentes hipótesis de trabajo permiten interrogar y comprender el proyecto pedagógico en función de los objetivos del público, del status de los formadores,

y de las restricciones institucionales que constituyen su ambiente.

Si la acción de los centros de formación para cesantes aparece como una realidad en plena fase de constitución, ellos oscilan entre tres modelos de acción y de organización que refieren ya sea al trabajo social, a la enseñanza, o a la lucha social. Esta oscilación afecta tanto a los modelos teóricos a los que se refieren los agentes portadores del proyecto, como a las organizaciones que los encuadran.

¿Para los profesionales de carreras sociales, es legítima la atracción de la universidad?

(Pierre Dominicé)

A partir de biografías educativas, el autor explora el proceso de formación de profesionales de carreras sociales que se inscriben en la universidad, preguntándose si es un completar o un prolongar su carrera escolar, las consecuencias del origen social, el peso del diploma como determinante de la elección, la relación entre estudios universitarios y tiempo de maduración, el sitio de la universidad en la búsqueda de la identidad femenina, y el carácter de celada de esta inscripción.

Seiscientos mil agentes, treinta y seis mil comunas, y un centro de formación

(Pierre Puijalon)

Este artículo describe una categoría aún poco conocida, aún en Francia : el personal comunal. El autor menciona como dificultad mayor la de explicar una formación permanente que se dirige a una diversidad de agentes, presas del problema de su atomización profesional.

Situando estos actores diversos en relación a la idea misma de la formación permanente, él toma como ejemplo la preparación a los concursos administrativos, y fija algunas orientaciones para el futuro, evitando sin embargo el ser categórico en este campo vasto y en movimiento, creado por las nuevas leyes sobre las colectividades locales en Francia.

La formación continua, misión fundamental o misión marginalizada de las universidades

(Jean-Pierre Korocitski, Marc de Montalembert)

El año 1983 verá, en Francia, una profunda transformación legislativa, que concernirá, entre otras, la formación continua universitaria. Los autores definen cuatro grandes campos de intervención universitaria en educación permanente, y presentan un conjunto de contradicciones que determinan el trabajo en estos campos. En una tercera parte, ellos indican algunas pistas para la acción.

Las prácticas de formación en la empresa en el Québec (Pierre Paquet)

Como punto de partida, el autor busca los elementos de respuesta a las interrogantes respecto al acceso a la formación, a las características de las actividades de formación, y al grado de control ejercido por los participantes en estas actividades. Estas interrogantes se relacionan entre ellas y permiten, según el autor, el comprender los problemas de la formación en la empresa.

A partir del postulado de la existencia de un mercado segmentado, estratificado, el autor emite dos hipótesis : los trabajadores beneficiarán de un acceso diferencial a la formación en función de sus propias características y en función de las de los ambientes de trabajo en los que ellos trabajan, y que, en el Québec, las prácticas de formación en la empresa son un hecho en un número proporcionalmente reducido de empresas, en las que sólo una débil proporción de los trabajadores son susceptibles de tal beneficio.

En base a las cifras de una encuesta, el autor llega a varias conclusiones, entre ellas el que las actividades de formación están centradas en las necesidades inmediatas de la empresa y que desdichan en consecuencia otras necesidades de calificación de los trabajadores.

« Nuevas empresas » : problemas de identificación y de evaluación

(François Mornet)

El autor propone y utiliza una nueva tipología — naturaleza de la empresa, modelo de funcionamiento, rentabilidad, útil de acción social — para identificar las « nuevas empresas », construidas por los « educadores empresarios » como alternativas a los mercados en crisis de trabajo, de la formación, y de la marginalidad y de la asistencia.

La formación profesional y la educación de adultos en la óptica sindical suiza

(Vasco Pedrina)

Las mutaciones socio-económicas actuales obligan a los sindicatos a movilizarse sobre los problemas de formación, movilización importante, que debe incluir la formación profesional tanto de los jóvenes como de los adultos, así como la formación sindical misma.

Aprender gracias a la interactividad con la televisión bidireccional : un proyecto de utilización de la televisión con fines de educación popular

(Michel Pichette)

A partir de los resultados de una investigación-

experimentación sobre la utilización de la televisión con fines de educación popular, el autor presenta ciertas condiciones para la optimización de su uso (entre ellas, la de olvidar la televisión convencional), y un modelo general de intervención.

Diez años de concertación regional en el Québec : el caso de l'Estrie

(Christiane Sirois)

La abundancia y la calidad de los servicios sociales sitúan l'Estrie en una situación privilegiada en relación a las otras regiones del Québec. Estudiando la historia de un esfuerzo de concertación entre los establecimientos escolares de la región y más particularmente de sus servicios de educación de adultos, el artículo busca el comprender los múltiples aspectos de esta experiencia.

La autora evita toda generalización a partir de un proyecto único y de carácter innovador, sin limitarse sin embargo a una simple descripción de hechos, e invitando a una reflexión respecto a la razón de ser de esta coordinación, a sus actores, sus modelos, sus condiciones y su futuro.

Personajes, corrientes y movimientos

(Equipo de intervención sociológica — S.E.C.J.)

Los autores sitúan el movimiento de educación permanente en términos de las dos contradicciones que lo atraviesan — la crisis regional y la naturaleza de las luchas en torno a la educación permanente — para luego resituarse el movimiento legislativo que ha institucionalizado la educación permanente en la Bélgica francófona. La liberación del tiempo y la democracia cultural dan un sentido al movimiento de educación permanente, que encuentra su unidad en el establecimiento de instituciones políticas nuevas, consecuencias de la reforma del Estado belga (1980).

Una búsqueda de la identificación de los personajes que han dado sentido a la educación permanente, animados por la pasión de la igualdad, lleva a una revisión de los elementos de dos corrientes, la administrativa y la asociativa, que permiten el situar la dirección del movimiento y el identificar las ambigüedades y los obstáculos tales como la compartimentalización, el pluralismo institucional y el débil nivel de oposición.

Se trata, también, de identificar las iniciativas o los experimentos que se sitúan, de cerca o de lejos, en el movimiento de la educación permanente. Estas emergen tanto de la Educación Nacional como de proyectos tales como la universidad de la primera oportunidad transformada por los cesantes o por el movimiento de creación de cooperativas, ambos portadores de una voluntad de restauración de las prácticas asociativas y democráticas.

La formación profesional de la O.N.Em. :

¿ Una historia lenta ?

(xxx) Belgique

Si, en un comienzo, la formación profesional está determinada por una lógica extremadamente adaptada a la lógica de la empresa, el sistema de la O.N.Em. ha debido integrar los problemas sociales y aceptar la participación de las organizaciones de trabajadores en cuanto a la concepción y a la gestión de programas de formación y reconversión, para tener en consideración las acciones específicas para las mujeres y los jóvenes y las cesantías colectivas.

Estos programas plantean problemas tanto desde el punto de vista de su concepción que de su financiamiento, debido a la disfuncionalidad de la multiplicación de los niveles de división política.

¿ Qué es lo que puede cambiar en la educación permanente ?

(Marcel Deprez)

El autor parte de una reflexión sobre lo que ha podido modificar los procesos de aprendizaje en una sociedad cada vez más tecnificada, y resitúa las exigencias de planificación y de participación, subrayando la importancia de un procedimiento que confiere primacía al civismo y a la exploración de ambientes como productores de efectos por sobre las situaciones desiguales creadas por la educación. Refiriéndose a este sistema de educación integrada, el autor resitúa el impacto de la educación continua de adultos, buscando el realizar un inventario de las prácticas existentes y de los objetivos declarados.

Sin duda alguna, es del espíritu y del contenido de la educación general de hoy de los que dependen las posibilidades de la educación permanente de mañana. Esta afirmación permite el cuestionamiento de todo monopolio sobre la función educativa, y, aún más, de un dirigismo tanto más insoportable cuanto más ambicioso.

Hacia una revisión de la ley sobre la formación continua

(Noël Terrot)

Los puntos de vista expresados en el texto emanan de una voluntad común de concertación para una revisión de la ley de 1971 y de extensión del derecho a la formación continua, y se apoyan sobre las instituciones y las experiencias existentes, con la meta explícita de configurar una nueva coherencia y una mejor coordinación de la política de la formación profesional en Francia.

Después de haber refresco el análisis de los múltiples desafíos que confrontan la sociedad francesa contemporánea en su tercera fase de evolución científica, el autor avanza en la búsqueda de pistas para la revisión de la ley de 1971 en función de las nue-

vas necesidades de calificación. El vé, a través de los dos grandes ejes representados por el mejoramiento de las prácticas de las negociaciones actuales y por la redefinición de los mecanismos de permisos de formación, un medio para obtener una modernización y una rearticulación de la formación continua.

Conocer el pasado para construir el porvenir : la educación de adultos en el Québec en perspectiva histórica

(Michèle Jean)

La autora traza una perspectiva histórica de la educación de adultos en el Québec en base a cuatro períodos : de 1850 a 1900 — las experiencias espontáneas en un Québec en movimiento ; 1900 a 1950 — una organización más sistemática favorecida por las guerras y la crisis ; 1950 a 1980 — institucionalización ; 1980 a 1982 — un porvenir comprometido.

Cuando los « establishments » se entrometen

(Evelyn Tardy)

El autor analiza las reacciones « oficiales » de diferentes grupos y organizaciones del Québec al informe producido por la Comisión de estudio sobre la formación de adultos (C.E.F.A. — 1982). Los grupos de usuarios en general han acogido favorablemente el informe, contrariamente a los portavoces de los diversos « establishments » : el patronato y también las instituciones escolares, sindicales y gubernamentales. Cualquiera que sea el obstáculo que estos grupos creen, el informe es público, y puede ser un instrumento potente de reflexión y de acción para los grupos de usuarios.

La educación de adultos en Suiza : ¿ Pluralismo asociativo o la búsqueda de una política cooperativa ?

(Armand Claude)

Después de haber presentado « la imagen colorida y dispa-

rate » de la educación de adultos en Suiza, el autor subraya algunos problemas mayores, como los de competencia, desintegración, compartimentalización social, y ausencia de fuerza política y profesional. Su enraizamiento social real debería ser completado por una política cooperativa y prospectiva. Él presenta como pistas de acción el refuerzo de las posibilidades de educación extraescolar, la elaboración de una legislación que permitiría un aprendizaje continuo, un mejoramiento de la calidad profesional de los formadores, y un desarrollo de la investigación.

La Universidad Popular de Jura como útil de análisis de la educación en Suiza

(Jean-Marie Moeckli)

A partir de las relaciones entre una práctica, la de la Universidad Popular de Jura, y su contexto de « educación de adultos » y confederación, el autor analiza de modo realista los problemas de autonomía, de financiamiento y de profesionalización vs. voluntariado.

El gran bazar de la educación permanente : cuestiones para un debate

(B. Francq y F. Goffinet)

A partir de una evaluación del debate organizado en torno a la producción de un número de la revista consagrado a la educación popular, el artículo ataca el enfoque a la Crozier, que considera los efectos del movimiento de educación permanente como efectos perversos. Se abre también un nuevo campo de crítica, que busca el integrar una conciencia del rol cada vez más social que algunos quieren atribuir a la educación permanente, consecuencia de fenómenos que van de la reducción del tiempo de trabajo al impacto de nuevas tecnologías industriales y psicológicas. Este rol social se integra perfectamente al discurso que las fracciones las más « prospectivas » de la burguesía utilizan para afirmar una ecuación que asocia un rol disminuido del Estado a un aumento de las responsabilidades de las comunidades locales. ¿ Podrá la educación permanente encontrar una respuesta al desafío principal de nuestras sociedades, que es el de su devenir democrático ?